

Terres Mouvantes

Sonko-Faye : le divorce par décret



Dans la pression de la dette, la rupture au sommet ouvre une question simple : qui va payer la suite ?

LIMOGEAGE · DAKAR · 22 MAI 2026

Le décret officialise une rupture déjà ouverte

« Alhamdoulillah. Ce soir je dormirai le cœur léger à la cité Keur Gorgui. » Ousmane Sonko n'a pas attendu le lendemain pour répondre à son limogeage. Le soir du 22 mai, l'ancien Premier ministre poste cette phrase sur Facebook. Devant son domicile dakarois, à Keur Gorgui, une foule de partisans se rassemble pour lui montrer que son pouvoir ne s'arrête pas à la Primature.

Quelques heures plus tôt, un décret présidentiel avait été lu sur la RTS par Oumar Samba Ba, ministre et secrétaire général de la Présidence : fin des fonctions d'Ousmane Sonko, dissolution du gouvernement, affaires courantes en attendant la suite. Aucun successeur n'était annoncé au 24 mai.

Si le sort du pays n'était pas en jeu, la scène ressemblerait à une rupture sentimentale : un décret, une phrase sèche, une foule devant la maison de celui qui dit partir le cœur léger. Mais le Sénégal ne traverse pas une dispute privée. Il entre dans une crise de pouvoir au moment où l'État doit rassurer ses créanciers, choisir une ligne face au FMI et dire qui paiera la facture des années Macky Sall.

« Le limogeage n'est pas le début de la crise. C'est son acte officiel. »

TERRES MOUVANTES

CHRONOLOGIE · 2024-2026 · PASTEF

De la victoire au verrou qui ne tenait pas

Le tandem Faye-Sonko s'est construit dans la prison, la campagne et la victoire. Bassirou Diomaye Faye, ancien inspecteur des impôts et secrétaire général de Pastef, sort de prison le 14 mars 2024 avec Sonko. Dix jours plus tard, il remporte la présidentielle au premier tour. Le 2 avril, il nomme Sonko Premier ministre. En novembre 2024, les législatives donnent à Pastef 130 sièges sur 165. Le pouvoir semble verrouillé.

Il ne l'était pas.

En juillet 2025, Sonko dénonce publiquement un « problème d'autorité » au sommet de l'État et se plaint du silence présidentiel face aux attaques dont il dit être la cible.

CHRONOLOGIE · 2024-2026 · PASTEF (SUITE)

« Vingt jours plus tard, la confiance tombe. »

TERRES MOUVANTES

En novembre 2025, la nomination d'Aminata « Mimi » Touré à la tête de la réorganisation de la coalition « Diomaye Président » ouvre un autre front. Sonko s'y oppose, parle de manœuvres, annonce une nouvelle structure, l'Alliance Patriotique pour le Travail et l'Éthique.

Le 2 mai 2026, Faye pose le cadre à la télévision : selon les comptes rendus disponibles, Sonko restait Premier ministre tant qu'il bénéficiait de la confiance du chef de l'État ; si cette confiance disparaissait, un autre Premier ministre serait nommé. Vingt jours plus tard, la confiance tombe.

LÉGITIMITÉS · PRÉSIDENTE · MILITANTS

Deux légitimités dans un seul pouvoir

Le problème n'est pas seulement personnel. Il tient à une architecture politique impossible : Faye a la légitimité constitutionnelle, Sonko garde une partie décisive de la légitimité militante.

Faye est président. Il signe les décrets, reçoit les créanciers, engage la parole de l'État. Sonko préside Pastef, contrôle le noyau militant et reste l'homme par qui une grande partie de la jeunesse a lu la victoire de 2024. La majorité parlementaire est issue de Pastef : 130 députés sur 165. Si cette majorité suit

Sonko contre Faye, le président peut nommer un gouvernement, mais gouverner devient une autre affaire.

« Où est le pouvoir réel quand le président limoge un Premier ministre qui garde la rue, le parti et une partie de l'Assemblée ? »

TERRES MOUVANTES

C'est la question que la foule de Keur Gorgui pose sans communiquer.

Cette division arrive dans un pays où les promesses de rupture restent ouvertes. Entre 2021 et 2024, Amnesty International et CartograFreeSénégal ont recensé 65 morts dans la répression des manifestations, dont 51 par balles. La moyenne d'âge était de 26 ans. Pastef avait promis justice. Deux ans après l'arrivée au pouvoir, les familles attendent encore des poursuites à la hauteur de la promesse.

La rupture au sommet ne tombe donc pas sur un pays neutre. Elle tombe sur une jeunesse qui a payé cher le changement, puis vu la machine d'État ralentir la réparation.

DETTE CACHÉE · COUR DES COMPTES · FMI

La dette entre dans la pièce

Le calendrier donne à cette crise son poids réel.

En février 2025, la Cour des comptes documente des anomalies dans les finances publiques sur la période 2019-31 mars 2024. Le FMI estime ensuite l'écart de dette à environ 7 milliards de dollars, soit 4 250 milliards FCFA. Le déficit réel aurait été supérieur d'environ cinq points de PIB au chiffre présenté. Le Sénégal ne découvre pas seulement une dette. Il découvre que sa signature a été abîmée.

« Le Sénégal ne découvre pas seulement une dette. Il découvre que sa signature a été abîmée. »

TERRES MOUVANTES

Le 6 novembre 2025, une mission du FMI s'achève sans nouvel accord. Les Eurobonds sénégalais décrochent. En 2026, le besoin de financement est estimé à 6 075,2 milliards FCFA. La dette publique approche 132 % du PIB selon les données reprises par SikaFinance, et le Sénégal doit honorer environ 5,8 milliards de dollars de dette sur trois ans.

C'est ici que le divorce politique rejoint l'argent.

Sonko rejetait publiquement la restructuration de la dette. Plusieurs comptes rendus rapportent qu'il a qualifié l'option de « honte ». Faye, lui, porte la responsabilité de l'État devant les marchés, le FMI, la Banque mondiale, la BAD, l'AFD et les partenaires euro-

péens. L'un parle à la base qui a voté la rupture. L'autre doit convaincre les guichets qui financent la continuité.

Ce n'est pas une preuve que les créanciers ont dicté le décret. C'est un fait politique plus simple : la rupture intervient dans une fenêtre utile à ceux qui veulent un interlocuteur présidentiel plus lisible, moins conflictuel, plus compatible avec un programme FMI.

RESTRUCTURATION · FISCALITÉ · VIE QUOTIDIENNE

Le FMI ne mange pas seul

Une restructuration ne reste jamais dans les tableaux Excel. Elle descend dans les prix, les taxes, les subventions, les salaires, les chantiers, les ports, la pêche et les services publics.

Le budget 2026 vise un déficit ramené à 5,37 %. Les recettes totales sont arrêtées à 6 188,8 milliards FCFA, en hausse de 23,4 % par rapport à la LFI 2025, tandis que la pression fiscale attendue passe de 19,3 % à 23,2 %. Traduit hors langage budgétaire : plus de pression sur les ménages solvables, sur les entreprises formelles, sur les importations, sur les marges déjà faibles d'une économie où beaucoup vivent au jour le jour.

« La chaîne est courte : dette cachée → programme avec les créanciers → fiscalité et coupes → prix, emplois, services → vie quotidienne. »

TERRES MOUVANTES

RESTRUCTURATION · FISCALITÉ · VIE QUOTIDIENNE (SUITE)

C'est pour cela que le débat Sonko-Faye ne peut pas rester dans les salons politiques. Si le Sénégal signe une restructuration dure, les créanciers ne seront pas seuls à récupérer leur argent. Les pêcheurs, les commerçants, les jeunes diplômés sans emploi, les familles qui dépendent des transferts, les petites entreprises formelles et les usagers des services publics sentiront la facture.

PÊCHE · GAZ · CAISSES SPÉCIALES**La pêche, le gaz, les caisses spéciales : les dossiers qui disent la suite**

La dette n'est pas le seul terrain. Elle organise les autres.

La pêche d'abord. Le Sénégal n'a pas renouvelé l'accord de pêche avec l'Union européenne fin 2024. Sonko avait défendu une renégociation pour que la ressource profite davantage aux acteurs locaux. Ce dossier touche directement la pêche artisanale, les ports, les familles côtières et la sécurité alimentaire.

Le gaz ensuite. En mars 2026, Sonko a jugé inéquitable des clauses du projet gazier Grand Tortue Ahmeyim exploité par BP. Après son départ, chaque signal envoyé à BP, Woodside, Kosmos ou Petrosen dira si la présidence cherche la confrontation, la renégociation ou l'apaisement.

Le gaz est donc central politiquement, mais il ne sauve pas le budget maintenant. Sangomar produit. GTA démarre. Pourtant, les recettes budgétaires attendues des hydrocarbures en 2026 sont évaluées à 76 milliards

FCFA sur des prévisions de recettes totales d'environ 6 189 milliards : moins de 1,3 %. Le pétrole et le gaz peuvent changer le rapport de force à moyen terme. Ils ne bouchent pas le trou de 2026.

« Les caisses spéciales disent qui contrôle l'argent discret de l'État, qui décide sans ligne budgétaire lisible, qui peut acheter la paix politique et qui peut financer sa propre autonomie. »

TERRES MOUVANTES

Les fonds politiques enfin. Le 22 mai, à l'Assemblée, Sonko conteste publiquement la position de Faye sur les caisses spéciales. « Je pense que le président Bassirou Diomaye Faye s'est trompé », dit-il selon plusieurs médias sénégalais. Quelques heures plus tard, il n'est plus Premier ministre.

Selon RTS et Seneweb, Sonko a chiffré les fonds politiques de la Primature à 1,77 milliard FCFA lors des questions d'actualité du 22 mai. iGFM parle plus prudemment de plus d'un milliard. Pour la Présidence, aucun compte rendu public consulté ne donne de ventilation nominative ni de liste de bénéficiaires.

Ce sujet paraît technique. Il ne l'est pas.

LOI · ALIGNEMENT · FAUX DÉBAT

La loi sur l'homosexualité

Certains commentaires chercheront la rupture dans la loi durcissant la répression de l'homosexualité. Ce n'est pas le bon point de départ.

Sonko présente le projet devant l'Assemblée le 25 février 2026. Le texte est adopté le 11 mars par 135 voix pour, aucune contre, avec trois abstentions selon les comptes rendus parlementaires. Faye le promulgue le 30 mars. Les deux hommes étaient alignés sur ce dossier.

Cela ne rend pas la loi secondaire pour les personnes qu'elle expose. Cela veut seulement dire qu'elle n'explique pas le divorce politique. La fracture se lit mieux dans la dette, les fonds politiques, la coalition présidentielle, la majorité parlementaire et le contrôle du récit de la rupture.

GAINS · RISQUES · SUITE

Ce que Faye gagne, ce qu'il risque

Faye gagne une chose immédiate : la clarté institutionnelle. Le président rappelle que le Premier ministre sert tant qu'il a sa confiance. Dans un État endetté qui cherche un programme, ce message parle aux chancelleries et aux marchés.

Mais Faye risque plus grand : rester président sans majorité vivante.

S'il nomme un Premier ministre acceptable pour les bailleurs mais rejeté par le cœur Pastef, l'Assemblée peut devenir un champ de blocage. Si les députés Pastef restent avec Sonko, chaque texte important devient un test de loyauté. Si une partie bascule avec Faye, le

pays entre dans une recomposition longue, opaque, coûteuse. Dans les deux cas, le Sénégal perd du temps au moment où les prix, la dette, l'emploi et la justice sociale demandaient de l'exécution.

« Un pouvoir élu pour rompre avec l'ancien système se retrouve coupé en deux avant même d'avoir livré ses promesses centrales. »

TERRES MOUVANTES

Sonko, lui, perd la Primature mais récupère une position plus confortable : celle de l'opposant intérieur, l'homme qui peut dire qu'il n'a pas signé la facture. C'est politiquement puissant. C'est aussi dangereux pour le pays. Un pouvoir élu pour rompre avec l'ancien système se retrouve coupé en deux avant même d'avoir livré ses promesses centrales.

SIGNAUX · CONGRÈS PASTEF · SUITE

À surveiller maintenant

Le premier signal sera le nom du nouveau Premier ministre. Technocrate de confiance des bailleurs, militant Pastef, figure de compromis ou profil présidentiel autonome : le choix dira la ligne Faye.

Le deuxième signal sera le congrès de Pastef annoncé pour le 6 juin. Ce jour-là, la question ne sera pas seulement qui applaudit Sonko. Elle sera combien de députés, de cadres et de sections locales acceptent encore l'autorité présidentielle.

Le troisième signal sera économique : communiqué du FMI, calendrier d'une mission, mouvement sur les Eurobonds, annonce sur la dette. Si Washington revient vite à la table, le décret du 22 mai prendra une autre couleur.

Le quatrième signal sera concret pour les Sénégalais : impôts, subventions, prix, pêche, gaz, chantiers, justice pour les morts de 2021-2024. C'est là que le divorce cessera d'être une affaire de palais.

« Un président peut limoger un Premier ministre par décret. Il ne peut pas décréter seul qui paiera la rupture. »

TERRES MOUVANTES

CHRONOLOGIE · 2024-2026

De la promesse de rupture au décret

« Deux ans après la victoire, la rupture promise rencontre la dette, les caisses spéciales et la question que personne ne peut contourner : qui tient encore la majorité ? »

TERRES MOUVANTES

Mars 2024 Sonko et Faye sortent de prison.

Mars 2024 Faye gagne la présidentielle au premier tour.

Avril 2024 Sonko nommé Premier ministre.

Novembre 2024 Pastef obtient 130 sièges sur 165.

Février 2025 Dette cachée documentée par la Cour des comptes.

Juillet 2025 Sonko dénonce un « problème d'autorité ».

Novembre 2025 Échec des discussions FMI.

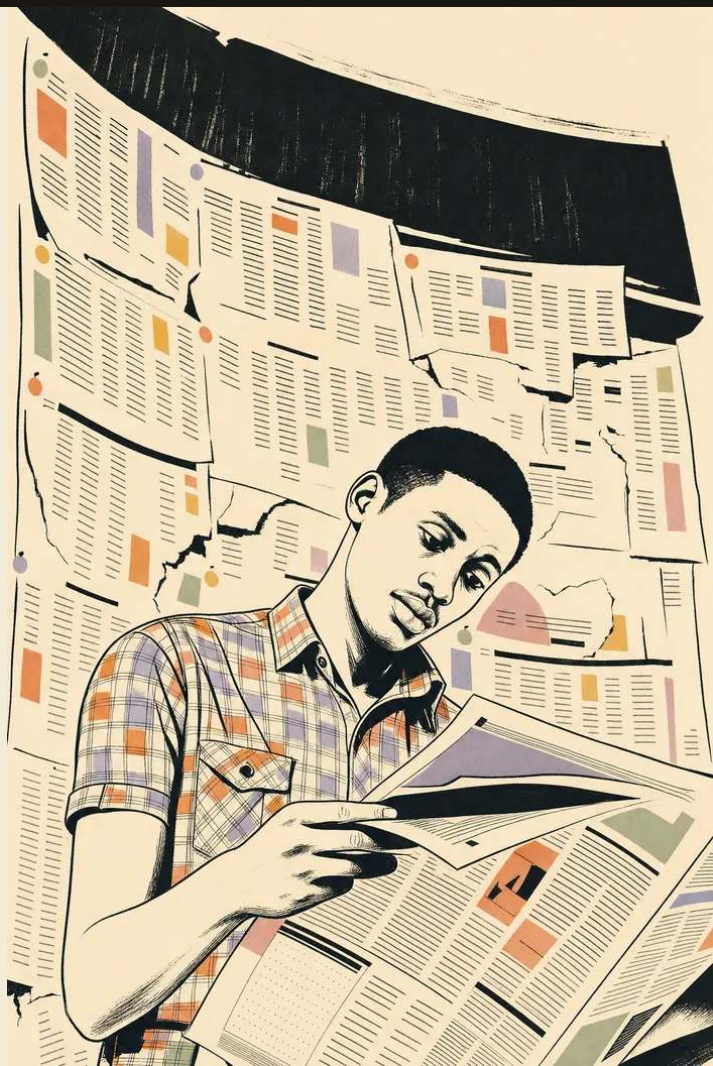
Novembre 2025 Mimi Touré nommée à la coalition « Diomaye Président ».

Mai 2026 Faye rappelle à la télévision que le PM dépend de sa confiance.

Mai 2026 Décret présidentiel : Sonko limogé, gouvernement dissous.

Juin 2026 Congrès Pastef annoncé.

L'information, c'est le pouvoir.



TERRES MOUVANTES

Le journal vous arrive directement sur WhatsApp, toutes les deux semaines,
gratuit.

Rejoindre le canal WhatsApp →